Dans le feu de l'action

Mireille Gervais, la militante

Mireille Gervais, coordonnatrice du Centre de recours étudiant (CRÉ) et étudiante à la maîtrise en droit, commente les événements politiques de la semaine. Loin de prétendre avoir une vision neutre des conflits, Gervais nous donne son opinion sur la relation entre l'administration, les activistes et les étudiants en général.



Photo Mathieu Langlois

Mireille Gervais soutient que 50 étudiants auraient des motifs pour lancer un action juridique contre l'Université.

Philippe Teisceira-Lessard

La Rotonde : Peux-tu me donner brièvement ta vision des deux actions politiques qui ont eu lieu cette semaine ?

Mireille Gervais : Cette semaine, l'administration a, à deux reprises, verrouillé les portes de verre qui protègent les bureaux de l'administration centrale, la première fois parce que des étudiants ont tenté de signifier une action juridique au recteur, et la seconde, parce que des étudiants sont venus exprimer leur désaccord avec l'application de la politique sur l'affichage sur le campus, faite de façon à brimer la liberté d'expression.

LR : Crois-tu que les étudiants qui poursuivent l'Université demandent trop ?

MG : Ils demandent dédommagement pour les actions de l'Université visant à renvoyer le professeur Rancourt. Je ne trouve pas que ce soit un chiffre exagéré, les montants sont assez petits quand on considère que ce sont des carrières entières qui sont ruinées. On parle notamment d'une étudiante post-doctorale qui travaillait à l'Université depuis 12 ans.

LR : La course-poursuite dans les rues d'Ottawa était-elle exagérée ?

MG : C'était une occasion pour redonner un peu de pouvoir aux étudiants. Le recteur ignore les étudiants. Faire des actions comme celle-ci, cela redonne du pouvoir aux étudiants. C'est symbolique parce qu'on poursuit l'Université d'Ottawa et l'Université, c'est Allan Rock. Il est trop facile de se cacher derrière des procédures judiciaires et d'aller voir le recteur en personne, c'est contre-productif. Cela l'oblige à être mis face aux conséquences de ses actions.

Nous sommes là pour montrer à Allan Rock qu'on l'observe, qu'on observe ses actions et qu'on ne va pas laisser tomber. On va le suivre dans la rue s'il le faut, il ne peut pas nous ignorer et il ne peut pas se cacher derrière des processus judiciaires.

LR : D'autres étudiants pourraient-ils poursuivre l'Université ?

MG : Je vois environ 400 cas officiels par année, en plus des courriels et des simples demandes d'information. Parmi eux, je dirais qu'environ 50 auraient des motifs pour lancer une action juridique devant les tribunaux. Depuis mai 2007, c'est le deuxième cas qui arrive à ce niveau. Il faut comprendre que la clinique juridique de l'Université refuse de représenter ces étudiants-là, car ils disent qu'ils sont en conflit d'intérêts, que la plupart des étudiants, bien que pauvres, ne pevent pas bénéficier de l'aide juridique et que la poursuite judiciaire ne donne pas ce que les étudiants aimeraient avoir.

Le CRÉ était impliqué parce que notre domaine n'est pas académique, mais bien réglementaire. L'Université utilise ses règlements pour justifier une atteinte totale à la liberté d'expression pour des motifs politiques. Utiliser ses propres règlements à des fins comme celle-là, c'est très déplorable et je le dénonce hautement.

LR : Pourquoi la présence de Victor Simon n'était-elle pas suffisante pour vous ? Il est tout de même vice-recteur.

MG : On demandait à parler au recteur. C'est Rock qui a publiquement menacé GRIPO et son financement sur son blogue, ce n'est pas Victor Simon. Le recteur s'est publiquement exprimé sur la question d'Israël et c'est donc lui qui devrait répondre de cette question. Non seulement cela, mais c'est aussi qu'il représente l'institution au complet.

Ce n'est pas seulement une question de poser une affiche sur le campus. Il faut que l'administration commence à servir sa propre communauté au lieu de servir les grandes puissances du monde et les intérêts privés.

LR : Plus globalement, que penses-tu de la présence répétée des forces policières sur le campus ?

MG : C'est alarmant, c'est outrant, c'est écœurant et c'est nouveau cette année. La présence policière sur le campus est un danger, c'est une chose que le Sénat se doit de traiter, parce que ce sont eux qui ont démarré tout cela en faisant arrêter Marc Kelly le 1er décembre. Au-delà de la police, je crois qu'il faut surtout faire attention au Service de protection. On a 900 caméras qui nous surveillent, on est dans une université à la *Big Brother*. Ce sont eux qui répondent aux ordres de l'administration et la police répond aux ordres de protection.

LR : La situation s'est-elle détériorée depuis l'entrée de Rock en fonction ?

MG : C'est pire, parce qu'en quelques mois, il a réussi à faire accuser au criminel un étudiant activiste. C'est pire parce qu'il est politicien avant tout. C'est pire, parce qu'il réussit à diffuser la motivation étudiante en passant par des moyens détournés comme des discussions Facebook, des choses qui sont outrantes dans une université.

LR : Est-ce à dire que Gilles Patry, l'ancien recteur, te manque ?

MG : Certainement pas. Les étudiants devraient autogérer l'Université.

Revue de presse universitaire

Alexa Biscaro

Lockheed Martin veut établir des liens avec Dalhousie

Plusieurs étudiants du groupe Student Coalition Against War (SCAW) ont été expulsés de la foire des emplois d'été de l'Université Dalhousie, qui s'est déroulée le 10 février dernier. Les 21 étudiants de SCAW étaient accompagnés de plusieurs autres groupes qui protestaient contre la présence de Lockheed Martin, le plus gros manufacturier d'armes à feu au monde. La coordonnatrice de l'événement ne voyait aucun problème à ce que la compagnie soit présente et précise qu'elle sera la bienvenue l'année prochaine. Les représentants de Lockheed Martin, quant à eux, prévoient d'entretenir une relation à long terme avec Dalhousie. Cette collaboration provoque des inquiétudes chez les étudiants depuis mai dernier, Lockheed Martin ayant fait un don de deux millions de dollars à l'Université. Le gérant du département de communication et marketing de Dalhousie insiste sur le fait que le don n'affecte pas les discussions académiques ni la recherche scientifique, mais certains étudiants maintiennent que l'acceptation de l'argent par l'Université était immorale.

Référendum chargé à Simon Fraser

Lors des élections de cette année à Simon Fraser, les étudiants n'auront pas qu'à choisir leur nouvel exécutif : ils devront aussi répondre à deux questions référendaires qui détermineront si la Simon Fraser Student Society (SFSS) aura le droit d'adhérer à la FCÉÉ et la CASA. La première question demande aux étudiants s'ils veulent forcer la SFSS à demeurer indépendante d'autres organisations étudiantes extra-universitaires pendant une période de cinq ans. Si le référendum passe, la SFSS pourra se permettre de ne pas soulever l'adhésion à la FCÉÉ, un sujet très contentieux, pendant quelques années. La deuxième question référendaire, proposée par le président de la SFSS, concerne la structure même de la société : elle demande aux étudiants de changer les règlements de la société afin d'imposer des restrictions sur le genre d'associations auxquelles elle peut se joindre. Cette question nécessitera le soutien de 75% des étudiants.

Accusation de censure à l'U de Toronto

L'administration de l'Université de Toronto a refusé d'accorder un espace au groupe pro-Palestine *Students Against Israeli Apartheid*, décision qui lui a valu une accusation de censure. Le groupe planifiait une conférence ontarienne, qui aurait eu lieu début octobre 2008. L'une des coordonnatrices de l'événement, qui croit que l'espace leur a été refusé à cause du sujet de la conférence, a obtenu tous les courriels échangés entre l'administration de l'Université pendant la semaine avant le refus. Selon elle, l'administration aurait annulé l'événement avant même que la demande d'espace n'ait été faite. De son côté, l'administration nie l'accusation de censure délibérée et réitère qu'elle a suivi le processus habituel. Elle nie également tout parti pris en ce qui concerne la question d'Israël et affirme éviter consciemment de politiser des questions académiques.

Calendrier Actualités

CONFÉRENCES

Conférence sur les histoires de l'esclavage
Quand ? 2 mars de 17h30 à 19h
Où ? Tabaret, 112

Perspectives africaines sur la compétence universelle
Quand ? 4 mars de 12h30 à 14h
Où ? Desmarais, 3120

Symposium Jean-Paul Dionne 2009 - Faculté d'éducation
Quand ? 5 mars de 18h à 22h
Où ? Lamoureux, 475

British Foreign Policy and the Lethality of the German Threat, 1890-1939
Quand ? 6 mars de 11h30 à 13h
Où ? Simard, 402

DIVERS

Dîner d'initiation à l'étiquette
Quand ? 4 mars de 18h à 21h
Où ? Tabaret, 112
Combien ? 25-30$
Site web: http://www.uOttawa.ca/anciens

Documentaire sur la surconsommation
Quand ? 4 mars de 19h à 21h
Où ? Agora, UCU

Atelier sur la rédaction aux études supérieures : Rédiger une proposition de thèse : une approche systémique
Quand ? 6 mars de 10h30 à 11h30
Où ? 110 Université